Elections législatives du 18 novembre 1962

2e Circonscription de la Corrèze — BRIVE

PARTI COMMUNISTE FRANCAIS

ELECTRICES, ELECTEURS,

Le 18 novembre, vous allez élire votre député à l'Assemblée Nationale. Ce sera l'occasion d'exprimer votre opinion sur la politique du régime de pouvoir personnel.

En votant pour le candidat du Parti Communiste Français, qui ne porte aucune responsabilité dans l'avènement du pouvoir personnel, et qui l'a toujours combattu, vous manifesterez votre volonté d'un changement complet de politique.

LE BILAN DU POUVOIR.

- Réduction du pouvoir d'achat pour l'ensemble des salariés.
- Dépréciation des allocations familiales et des retraites vieillesse par suite de la hausse du coût de la vie.
- Les paysans travailleurs condamnés en grand nombre à la disparition.
- Les artisans et les petits commerçants sacrifiés aux intérêts des monopoles.

A ce bilan s'ajoutent de graves atteintes aux libertés, des complaisances complices en faveur de l'O.A.S., la laïcité foulée aux pieds.

En politique extérieure, le sort de la France lié à celui de l'Allemagne d'Adenauer avec ses généraux nazis et ses appétits de revanche, l'hostilité au désarmement, plusieurs milliers de milliards consacrés à une force de frappe aussi vaine que coûteuse.

CONTRE LE RETOUR AU PASSE.

La IVe République a connu l'instabilité gouvernementale. Pourquoi ?

— parce que ses gouvernements tournaient le dos aux aspirations populaires, à la paix, au progrès social ;

— parce que des partis se réclamant de la démocratie pratiquaient l'alliance avec la réaction;

— parce que les communistes étaient éliminés de tous les gouvernements depuis 1947.

Il ne saurait être question de revenir à ces pratiques politiques périmées.

TOURNES RESOLUMENT VERS L'AVENIR.

Le relèvement de la France n'est pas la tâche d'un seul homme, ni d'un seul parti : c'est la tâche de toutes les énergies nationales et démocratiques.

Dans cet esprit, le Parti Communiste Français vous propose un programme qui prévoit :

DANS LE DOMAINE POLITIQUE :

- L'élection à la représentation proportionnelle d'une Assemblée Constituante chargée d'établir une Constitution assurant notamment : la souveraineté du peuple, la restauration de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat, la libre activité des partis démocratiques et le respect des libertés syndicales, le contrôle démocratique de la radio et de la télévision.

DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE ET SOCIAL :

- Nationalisation des monopoles capitalistes, participation des syndicats à la direction et à la gestion de ces entreprises.
- Augmentation générale des salaires, traitements et retraites.
- Retraite des vieux à 60 ans et 55 ans en cas d'invalidité.
- Construction massive d'H.L.M. avec des loyers abordables.
- Aide aux exploitations familiales agricoles et soutien de la coopération agricole.
- Réforme démocratique de l'enseignement.

EN POLITIQUE EXTERIEURE :

- Politique de coexistence pacifique orientée vers le désarmement général.
- Opposition aux entreprises du militarisme allemand.
- Coopération économique et culturelle avec tous les pays.

Ce programme, qui permettra d'aller de l'avant, nous vous le soumettons. Son application dépendra de l'avènement d'un gouvernement d'union démocratique substitué au régime de pouvoir personnel agissant pour le compte des monopoles capitalistes.

SUR LE PLAN LOCAL.

Cette politique aurait des répercussions heureuses pour notre région. Elle répondrait aux nécessités économiques de notre circonscription [illegible]

de toutes les conditions pour développer sa prospérité si les conditions générales le permettaient.

DANS LE DOMAINE AGRICOLE.

La Basse-Corrèze possède une terre riche avec des cultures les plus diverses et des produits de qualité.

Les fruits et primeurs, ainsi que la culture du tabac, permettent à l'exploitation familiale de vivre, mais à la condition qu'à la politique en faveur des gros agrariens soit substituée une politique de défense et d'aide aux petits et moyens exploitants qui sont de plus en plus sacrifiés.

La loi d'orientation agricole, avec les mesures qu'elle contient, est en réalité contre les petits agriculteurs, au profit des gros.

Les rapports entre les planteurs de tabac et le S.E.I.T.A. doivent être modifiés en faveur des premiers, alors que le monopole réalise d'énormes bénéfices.

L'instabilité des cours, en particulier de la viande, porte préjudice au producteur, sans contre-partie pour le consommateur.

POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE NOTRE REGION.

Le développement industriel de la région est freiné. La zone industrielle de Brive, réalisée avec des emprunts, n'a bénéficié d'aucun crédit de l'Etat, alors que de Gaulle s'est vanté d'avoir investi, en 1960, 400 milliards en Algérie. Cette zone industrielle coûte une centaine de millions aux contribuables brivistes, et cela contre la seule opposition des élus communistes. Malgré cela, elle manque de clients parce qu'il n'y a pas d'expansion, ni d'extension, en dépit des subventions fabuleuses données aux industriels.

Il faut aussi souligner que, dans notre région, les salaires sont parmi les plus bas du pays.

L'application du programme que nous proposons conduirait à un véritable développement économique au profit des masses laborieuses des villes et des champs.

NOTRE PROGRAMME REPOND AUSSI AUX BESOINS DE L'ENSEIGNEMENT.

La politique cléricalo-gaulliste a porté un grand coup à l'enseignement primaire et les locaux sont insuffisants; le provisoire dure longtemps à Brive.

Pour le second degré, le technique en particulier, la situation est devenue catastrophique. L'Etat a supprimé l'agrandissement du lycée de garçons; le lycée de filles a des classes disséminées à travers la ville, son extension est en panne. La raison de cette situation est le manque de crédits, mais il y a eu sept ministres de l'Education nationale en quatre ans.

CITOYENNES, CITOYENS,

En 1958, l'actuel député U.N.R. se réclamait à la fois de Debré, de Michelet, de Soustelle et, bien entendu, de de Gaulle. Tout devait aller pour le mieux, la République allait être rénovée.

Qu'a-t-il fait ? Quelle a été son activité ?

Il a voulu, soutenu, appliqué la politique réactionnaire du pouvoir personnel, quatre ans de guerre en Algérie, l'aide aux éléments gaullistes ultras qui sont devenus l'O.A.S., etc., etc...

Les démocrates ne veulent plus de ce député, ni d'un autre de ses semblables. L'U.N.R. (ex-républicains sociaux, ex-R.P.F.), parti de de Gaulle, est discréditée.

Le Parti Communiste vous présente son candidat, Jean GOUDOUX, ex-député qui, en 1958, avec tous les parlementaires communistes, a voté contre l'investiture de de Gaulle et qui a combattu avec courage la politique du pouvoir personnel.

Il a toujours été un ferme défenseur de la laïcité, des intérêts des travailleurs, de l'avenir de la jeunesse.

Son activité passée est une garantie pour l'avenir.

Le Parti Communiste est le grand rassembleur de toutes les énergies nationales. Seul un candidat communiste est un adversaire totalement efficace de l'U.N.R., de ses représentants, de sa politique.

VOTEZ pour le candidat qui répond sans réserve aux aspirations de tous les démocrates.

VOTEZ pour le candidat du seul parti qui ne se soit pas incliné devant le coup de force de 1958.

VOTEZ pour le progrès, contre le grand capital.

VOTEZ pour la liberté, la paix et l'avenir de la France.

VOTEZ et FAITES VOTER

Jean GOUDOUX

Ouvrier du Bâtiment

Ancien Député, Conseiller municipal de Brive

Candidat du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Jacques CHAMINADE

Ouvrier horticole Conseiller municipal de Brive

VU : LES CANDIDATS



Jean GOUDOUX

Impr. RIVET et Cie — Limoges